

Lettre ouverte au Premier ministre

OBJET : Projet de liquidation de l'Institut national de la consommation et de privatisation de 60 000 000 de consommateurs

Monsieur le Premier ministre,

Nous, responsables associatifs, syndicaux et politiques, vous demandons de renoncer expressément au projet de liquidation de l'Institut national de la consommation (INC) et de privatisation de 60 000 000 de consommateurs.

C'est avec effroi que les salariés de l'INC ont constaté le maintien de l'article 71 de la loi de finances 2026 sur lequel vous avez engagé la responsabilité de votre gouvernement vendredi 23 janvier.

Cet article liquide l'INC, établissement public industriel et commercial qui emploie 52 salariés ETP et une dizaine de pigistes réguliers.

L'État menace de liquider un outil qui ne coûte que 1,8 million d'euros de subvention annuelle, soit environ 3 centimes d'euro par Français.

Ce projet n'a pas lieu d'être. Installé depuis 1966, l'INC remplit des missions d'intérêt général cruciales : information, éducation des consommateurs et réalisation d'études techniques, juridiques et économiques, en lien étroit avec les associations agréées.

Dans le contexte actuel, l'INC est un contre-pouvoir indispensable, bien que doté de moyens limités, face à la puissance des producteurs et des distributeurs. Alors que les fraudes explosent et que les tromperies se multiplient, la santé et la sécurité des consommateurs sont directement mises en jeu. Renoncer à cette protection est un danger public

[Le 9 décembre 2025, un collectif de personnalités politiques, syndicales et associatives a dénoncé le caractère totalement nocif de ce projet de liquidation car "Détruire un contre-pouvoir c'est fragiliser la démocratie"](#)

Par un communiqué commun, 9 associations de consommateurs ont exprimé, le 30 janvier, leur colère et leur indignation face à la volonté de Bercy de faire disparaître l'INC et de privatiser 60 000 000 de consommateurs.

Aussi, Monsieur le Premier ministre, au nom de la démocratie, de la pluralité de la presse consumériste et de la défense des intérêts et des droits des consommateurs, c'est-à-dire de l'ensemble de nos concitoyens, nous vous demandons de renoncer à ce funeste projet et de doter l'INC et 60 000 000 de consommateurs des budgets nécessaires et à la hauteur des enjeux, notamment en termes d'information et de prévention en matière de santé publique et de lutte contre toutes les fraudes existantes dont sont victimes de trop nombreux français.

Signatures des responsables d'organisations et des personnalités :